

Un concept sociologique en politique migratoire

La question de l'«intégration» des migrants et de leurs descendants ne se pose en Europe que depuis les années 1970. C'est à partir de là que le travail ne suffit plus pour accéder à la reconnaissance sociale et que la société se pluralise. Depuis lors, les identités sont interrogées sur leur compatibilité à vivre ensemble. Parallèlement, le travail se détache de l'identité et devient une source fondamentale, mais uniquement matérielle.

lien social basées sur une «solidarité mécanique» ou des rapports communautaires (Tönnies 1887). Cette société en miettes sera décodée de manière plus optimiste à partir de Simmel seulement (la ville de l'indifférence qui crée l'innovation par la liberté qu'elle génère; Simmel 1900) et notamment Parsons qui normalise l'idée d'une société différenciée, qui ne s'intègre pas, qui ne pourra plus s'intégrer (Parsons 1937). Enfin, dans une simplification – et synthèse – éclairante, Lockwood reconnaît dans la différenciation entre le monde des fonctionnalités et le monde des valeurs une distinction théorique qui va permettre une lecture plus spécifique des dynamiques d'intégration à nos sociétés (Lockwood 1964). En effet, par la simple distinction entre une intégration dans des systèmes fonctionnels et une intégration dans le monde du social (*systemic and social integration*), Lockwood permet de comprendre l'histoire de l'intégration des migrations modernes. C'est au travers de cette clé de lecture que nous allons parcourir l'évolution de ce concept.

34

L'idée d'intégration à la société tourmentait déjà les premiers sociologues de la modernité. Durkheim et Weber étaient conscients de l'impossibilité de penser la société moderne en termes unitaires, tout en le regrettant. Le projet de la modernité, entamé depuis les Lumières (reposant sur la construction de la démocratie) et qui a eu comme corollaire la gestion rationnelle de la société et de son environnement (processus défini par la notion de modernisation), a produit une société froide, une solidarité indirecte ou, comme Durkheim l'exprime, «organique» (Durkheim 1930). Cette évolution a ébranlé les anciens fondements de fabrication de l'être en société et des possibilités du

Le travail qui intègre – migrations dans le contexte fordiste

Jusque dans les années 1960, la migration était essentiellement caractérisée par un mouvement des régions agricoles vers les zones industrielles. Le travail était le vecteur d'intégration systémique et sociale dans une société fondée sur un modèle culturel d'hégémonie industrielle, à savoir une surdétermination économique sur les autres sphères de la société produisant des valeurs de référence uniformes, sans ambivalence. En étant

simplement ponctuel et fiable, fidèle à l'entreprise et au modèle capitaliste fordiste, tout semblait être acquis: la dignité sociale et le pain quotidien. La reconnaissance passant par l'utilité économique, il n'est pas surprenant que, dans cette période migratoire de l'après-guerre, l'analyse des migrations évoque une lente «acculturation», un sacrifice de la première génération pour le compte de la deuxième (Hoffmann-Nowotny 1970). Politiquement, cette analyse se traduisait par la demande d'assimilation à la culture locale – qui n'était rien d'autre que l'uniformité de la société industrielle fordiste. D'une certaine manière, cette acculturation du paysan au travailleur industriel n'avait rien d'exceptionnel, mais reflétait un passage que les pays d'immigration avaient tout simplement dû faire à leur tour, quelques années plus tôt (Braun 1970).

La crise du fordisme et l'espoir multiculturel

Le vieux modèle fordiste entre en crise à la fin des années 1960. Une critique du modèle uniformisant qui tue l'innovation économique et les identités hors normes est formulée. À la place de l'hégémonie culturelle du modèle industriel se déploie une société qui fait de la différence une valeur primordiale: à la place de l'économie intégrative industrielle se crée une économie globalisée, déresponsabilisée, des services et de l'innovation accélérée, flexible dans sa transformation et dans ses conditions d'emploi.

La migration de l'après-guerre sort perdante de cette transformation. Elle est au chômage, empêtrée dans des projets difficiles de retour et dans une crise identitaire par rapport à ce qu'elle était devenue: une main-d'œuvre fiable, ponctuelle, homogène, mais peu flexible, faisant partie de ce taux de chômage structurel incompressible et que l'économie flexibilisée tolère. La population migrante des années 1970 – la première génération de migrations fordistes – symbolise par excellence les «surnuméraires» décrits par Castel (Castel 1995), trop âgée pour justifier un investissement dans sa formation. L'économie ne l'inclut plus et surtout ne s'occupe plus de l'intégration *sociale*. Le découplage entre intégration systémique et intégration sociale se fait définitivement dans les années 1970 avec l'entrée dans une société plurielle.

Non seulement les analyses en sciences sociales de ces années-là mettent le doigt sur la fin d'un modèle d'inclusion par le travail (Van Amersfoort et al. 1984). Mais en plus, au niveau politique, on se rend compte que l'idée d'assimilation ne correspond plus à la société pluralisée qui s'installe. Dès lors, une politique d'intégration devient nécessaire. Cette politique naît surtout en

opposition au référentiel assimilationniste des années précédentes, basé sur les valeurs de l'industrialisation, mais aussi en raison d'une déresponsabilisation croissante de l'économie à l'égard de ses employés, qu'ils soient migrants ou non.

Qu'entend-on par «intégration» à partir des années 1970? Les mots clés formulés alors indiquent l'idée d'une société qui doit se construire par l'échange et le mélange des identités. La personne étrangère ne doit plus devenir comme l'autochtone, mais doit avoir la possibilité de préserver son identité d'origine. Sur le plan politique, une vision naïve de société multiculturelle fait son chemin. Sur le plan scientifique, le discours prônant le multiculturalisme et le métissage se poursuit, en mettant en avant la dynamique sociétale (Amselle 1990).

Le «flexibilisme» et l'intégration à une société plurielle

L'idée d'une intégration sur le mode du métissage ne s'avère pas viable. D'une part, la vision multiculturaliste a plutôt tendance à diviser qu'à favoriser la cohésion, en préservant ou en renforçant même les identités ethniques. D'autre part, l'accélération de la pluralisation à partir des années 1980 et l'aboutissement d'une économie flexibilisée remettent la question de la cohésion sociétale et identitaire dans les mains des individus. Cette individualisation et cette flexibilisation entraînent deux effets. D'une part, elles poussent l'individu, désécurisé et aspirant à la stabilité, au repli identitaire, empêchant tout métissage. D'autre part, elles amènent l'individu en position de stabilité sociale et économique à jouer avec tout ce que la nouvelle société peut offrir d'options identitaires supplémentaires, au-delà de l'identité culturelle. Une société non pas multiculturelle, mais pluri-culturelle se prépare.

Dans cette nouvelle société, la question de l'intégration systémique et sociale se pose de manière nouvelle. Au niveau de la régulation sociale se pose non seulement la viabilité financière de l'Etat providence, mais aussi sa capacité «à produire la société plutôt que de solidariser une société de producteurs» (Donzelot 1996: 68). Un nombre croissant de «surnuméraires» apparaissent alors et une société en mal d'intégration, non seulement de ses migrants, mais de tous les «inutiles», comme en témoigne la littérature abondante autour de la notion d'exclusion (voir notamment Paugam 1996). Au niveau des individus, le marché compétitif demande des personnes «sans opinions», mais avec une personnalité (comme le souligne aussi Sennett 1998). Il faut être différent et adaptable, engagé, mais sans avis: le conformisme est stigmatisé, il faut être reconnaissable. Cette individualisation relativise le rôle des anciennes instances de

communautarisation qu'étaient l'Eglise et le syndicat: la religion est confinée à la spiritualité, la négociation salariale dépendante des seules ressources individuelles.

A la place de ces instances traditionnelles, de nouvelles formes de communautarisation s'installent, constituées dans le désordre et relativement faibles dans leur capacité à ancrer des identités. Dans cette société, l'identité issue de la première socialisation devient un bien primordial pour la survie dans la mutation permanente du monde moderne. Cela demande une base identitaire stable (Bauman 2000). Et, pour vivre ensemble, il est nécessaire de connaître les règles politiques qu'impliquent le jeu démocratique du pluralisme, ainsi que les règles économiques du marché globalisé.

Quel projet d'intégration émerge de cette transformation? Un individu capable de s'autocensurer dans ses comportements (à l'image du processus de civilisation décrit par Elias 1976), refermé sur une identité primaire pour lui permettre de surfer sur les vagues de la société sans limites. Le migrant est dans ce jeu doublement défié. En représentant la pointe de la mobilité qui normalise le nomadisme, il doit développer une identité déterritorialisée (Faist 1995). Dans le même temps, à la recherche d'une intégration économique, il doit connaître les règles des territoires sur lesquels il se trouve: la langue de travail, le fonctionnement des institutions, des systèmes de santé ou d'éducation par exemple (ce que Brubaker appelle «assimilation», en soulignant l'importance de l'aspect fonctionnel; Brubaker 2001; voir aussi Cattacin 2006).

L'intégrer socialement ne peut plus se faire par des adaptations identitaires. Au contraire, affaiblir l'identité du migrant le mettrait dans un état anémique de perte d'orientation et de repères. Le passage nécessaire est la stabilisation hors territoire – «hors-sol» comme l'imaginait une scène lors de l'expo02 – d'une identité primaire pour permettre ce pas de plus vers d'autres communautés. L'intégration systémique par contre reste sou-

mise à la logique d'apprentissage des règles du jeu, que ce soient les lois du lieu (intégration politique et civique) ou les langues indispensables à l'intégration économique.

Quelle politique, quelle analyse de l'intégration?

Dans nos sociétés, l'intégration sociale et systémique prend donc une nouvelle forme et ne pourra pas se baser sur l'idée d'assimilation culturelle ou encore de multiculturalisme. Nous faisons face à une société qui demande à l'individu une capacité aiguë d'autocontrôle. Mais elle doit donner à l'individu la possibilité de s'insérer socialement, pour exister du point de vue identitaire, et économiquement, pour la survie matérielle. Dans la réflexion en sciences sociales, deux pistes complémentaires se sont ouvertes ces dernières années pour appréhender ces défis. D'un côté, un débat sur la reconnaissance des différences dans une société pluralisée (initié par Taylor 1992 et Honneth 1994) qui met en exergue l'importance d'être accepté pour exister; de l'autre côté, la discussion autour des limites de l'Etat social tout puissant pour résoudre les problèmes d'iniquité dans une société et le développement d'une perspective de chances à divers niveaux, de citoyennetés à divers rythmes (initié par Sen 1992). Ces deux approches sont complémentaires dans le sens qu'elles se combinent dans l'idée d'une société des différences respectées et celle des égalités de chances entre personnes de position similaire.

Pratiquement interprétées, ces réflexions nous conduisent à une politique d'intégration qui œuvre pour une participation à la vie sociale et politique, sans *a priori* culturel, mais sur la base d'un apprentissage du respect (de la reconnaissance) de la différence qui va au-delà d'une simple tolérance ou connaissance de l'autre. Cette politique ne peut en aucun cas se borner à l'intégration sociale, créatrice d'identité stable, mais pas de société. Il faut en même temps contribuer, notamment par une politique anti-discriminatoire, à une ouverture systématique de l'accès aux positions économiques et politiques de l'autre en général (altérité en termes de genre, d'appartenance, d'identité). Cette politique ne peut se réaliser si elle ne repose pas sur une vision d'une société dans laquelle l'ascension sociale est possible et reste le moteur, voire le rêve, qui motive tout le monde, du clandestin au réfugié, de l'ouvrier à l'employé de banque, à participer à sa construction.

Sandro Cattacin, professeur, et Milena Chimienti, chargée d'enseignement, sont membres du Département de sociologie de l'Université de Genève, notamment spécialisés dans l'analyse des dynamiques d'inclusion et d'exclusion des populations marginales.

Bibliographie

- Amselle, Jean-Loup, 1990, Logiques métisses: anthropologie de l'identité en Afrique et ailleurs. Paris: Payot.
- Bauman, Zygmunt, 2000, Liquid Modernity. Cambridge: Polity Press.
- Braun, Rudolf, 1970, Sozio-kulturelle Probleme der Eingliederung italienischer Arbeitskräfte in der Schweiz. Erlenbach-Zürich: Eugen Rentsch Verlag.
- Brubaker, Rogers, 2001, The return of assimilation? Changing perspectives on immigration and its sequels in France, Germany, and the United States. *Ethnic and Racial Studies* 24(4): 531–548.
- Castel, Robert, 1995, Les métamorphoses de la question sociale. Une chronologie du salariat. Paris: Fayard.
- Cattacin, Sandro, 2006, Migration und differenzierte Citizenship: Zur Post-Amerikanisierung Europas. Kommission für Migrations- und Integrationsforschung; KMI Working Paper Series; Working Paper Nr. 8. Österreichische Akademie der Wissenschaften.
- Donzelot, Jacques, 1996, L'avenir du social. *Esprit* mars: 58–81.
- Durkheim, Emile, 1986 (1930). De la division du travail social. Paris: PUF.
- Elias, Norbert, 1976, Über den Prozess der Zivilisation. Soziogenetische und psychogenetische Untersuchungen, 2 Bände. Frankfurt M.: Suhrkamp.
- Faist, Thomas, 1995, Social citizenship for whom? Young Turks in Germany and Mexican Americans in the United States. Aldershot: Avebury.
- Hoffmann-Nowotny, Hans-Joachim, 1970, Migration: ein Beitrag zu einer soziologischen Erklärung. Stuttgart: F. Enke.
- Honneth, Axel, 1994, Kampf um Anerkennung. Zur moralischen Grammatik sozialer Konflikte. Frankfurt M.: Suhrkamp.
- Lockwood, David, 1992 (1964), Social Integration and System Integration. In: Lockwood, David (ed.). *Solidarity and Schism. The Problem of «Disorder» in Durkheimian and Marxist Sociology*. Oxford: Oxford University Press, 399–412.
- Paugam, Serge (éd.), 1996, L'exclusion, l'état des savoirs. Paris: Ed. La Découverte.
- Parsons, Talcott, 1961 (1937), The Structure of Social Action. Glencoe Ill.: Free Press.
- Sen, Amartya Kumar, 1992, Inequality reexamined. New York; Cambridge, Mass.: Russell Sage Foundation; Harvard University Press.
- Sennett, Richard, 1998, The corrosion of character: the personal consequences of work in the new capitalism. New York: Norton.
- Simmel, Georg, 2001 (1900), Philosophie des Geldes. Frankfurt: Suhrkamp.
- Taylor, Charles, 1992, Multiculturalism and «The Politics of Recognition». Princeton: Princeton University Press.
- Tönnies, Ferdinand, 1968 (1887), Gemeinschaft und Gesellschaft. Grundbegriffe der reinen Soziologie. Darmstadt: Wissenschaftliche Buchgesellschaft.
- Van Amersfoort, Hans, Philip Muus and Rinus Penninx, 1984, International migration, the economic crisis and the state: an analysis of Mediterranean migration to Western Europe. *Ethnic and racial studies* 7(2): 238–268.

Ein soziologisches Konzept in der Migrationspolitik

Das Konzept der Integration beschäftigte schon früh die grossen soziologischen Denker wie Tönnies, Simmel, Durkheim und Parsons. Sie setzten sich mit der Frage auseinander, wie die verschiedenen Teile einer Gesellschaft sich in einem Ganzen zusammenfügen (lassen) und was dies für das einzelne Individuum bedeutet. Lockwood unterschied als erster «systemische» und «soziale» Integration und legte damit den Grundstein für das Verständnis, wie in modernen Gesellschaften, die mit Migration konfrontiert sind, die Integration neuer Gruppen analysiert werden kann.

Der Überblick über die seit den 1970-er Jahren diskutierten Ansätze zeigt auf, wie stark die Veränderung der ökonomischen Verhältnisse in den Industriegesellschaften und dem damit einhergehenden Wandel der Arbeitsbedingungen Diskussionen in Bezug auf Integration beeinflusst. Galt noch bis in die 1960-er und 1970-er Jahre jemand als integriert, wenn er oder sie im Arbeitsprozess aktiv war, verlagerte sich der Fokus in den letzten zwanzig Jahren auf Fragen der sozialen und kulturellen Integration. Die Autoren plädieren dafür, ein Gesellschaftsmodell zu entwickeln, das eine systematische Öffnung aller gesellschaftlichen Bereiche für Migrantinnen und Migranten in diesem Land vorsieht.